

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

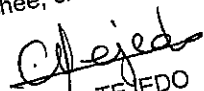
Direction des Actions
Interministérielles

Urbanisme et Environnement
3^{ème} Bureau

Arrêté de travaux d'urgence suite à un incendie
SCA AGROPICARDIE à SALEUX

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Pour le préfet et par délégation :
L'attachée, chef de bureau,


Caroline TEJEDO

Le Préfet de la Région Picardie,
Préfet de la Somme
Chevalier de la légion d'honneur

VU :

la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

le code de l'environnement, notamment les dispositions du titre 1^{er} «installations classées pour la protection de l'environnement» du Livre V et notamment son article L 512-7 ;

le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

le décret n°53-577 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

le décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre 1^{er} du code de l'environnement) et notamment son article 39 ;

l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

la circulaire du 20 février 2004 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2004 portant délégation de signature à madame Marcelle PIERROT, secrétaire générale de la préfecture de la somme, et qui confère la délégation de signature, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Monsieur Mathias VICHERAT, directeur de cabinet du préfet ;

l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1992 autorisant la S.C.A. AGROPICARDIE dont le siège social est situé rue de l'île Mystérieuse à BOVES (80440), à exploiter un centre de stockage de céréales d'une capacité de 98 666 m³, un dépôt d'engrais liquides de 1 280 m³, un dépôt d'engrais vrac de 1 320 tonnes et un dépôt de produits agropharmaceutiques de 400 tonnes sur le territoire de la commune de SALEUX, au lieu-dit "Le Capron", parcelles cadastrées section AA n°2 à 5 ;

l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2001 mettant la S.C.A. AGROPICARDIE en demeure de respecter, pour son silo de SALEUX, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, aujourd'hui abrogé par l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2002 ordonnant à la S.C.A. AGROPICARDIE la consignation d'une somme de 170 000 € répondant aux travaux de mise en conformité de son silo de SALEUX ;

l'arrêté préfectoral de déconsignation en date du 18 juin 2003 ;

le récépissé du 10 novembre 2003 donnant acte à la S.C.A. AGROPICARDIE de sa déclaration de cessation d'exploitation d'une cuve de gaz de 70 m³ ;

l'arrêté préfectoral du 8 mars 2005 imposant à la S.C.A. AGROPICARDIE de compléter l'étude de dangers pour son silo de stockage de céréales de SALEUX conformément à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

l'accident survenu le 14 mai 2005 sur le site exploité par la S.C.A. AGROPICARDIE à SALEUX qui a entraîné l'intervention d'importants moyens des services d'incendie et de secours ainsi que l'établissement d'un périmètre de sécurité et l'évacuation d'habitations et d'établissements recevant du public ;

le rapport de contrôle des installations électriques du site exploité par la S.C.A. AGROPICARDIE à SALEUX, en date du 20 juillet 2004, réalisé par la société IDEATION TECHNIQUES ;

la proposition de "consigne de vidange des cellules du silo béton" en date du 17 mai 2005 présentée par la S.C.A. AGROPICARDIE ;

le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 mai 2005 suite à l'accident ;

CONSIDÉRANT :

Qu'un incendie s'est produit le 14 mai 2005 dans la galerie supérieure du silo dénommé "tour béton" sur le site exploité par la S.C.A. AGROPICARDIE à SALEUX et qu'il a porté atteinte et aurait pu porter gravement atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, en particulier à la sécurité publique ;

Que la cause vraisemblable de cet incendie est une défaillance des installations électriques et la présence d'une accumulation de poussière dans la galerie supérieure du silo "tour béton" ;

Que le rapport de la société IDEATION TECHNIQUES du 20 juillet 2004 susvisé signale des non conformités des installations électriques, notamment au niveau du silo "tour béton" et que seule une partie des non conformités a été levée par l'exploitant ;

Que les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé et de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1992 susvisé n'étaient pas respectées ;

Que le nettoyage de la galerie supérieure du silo "tour béton" était très insuffisant et que les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé et de l'article 24.3.4 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1992 susvisé n'étaient pas respectées ;

Que cet incendie a occasionné d'importants dégâts dans la galerie supérieure, notamment au niveau des installations électriques ;

Que la chaleur provoquée par cet incendie a pu affecter les structures du silo, notamment la passerelle métallique située dans la galerie supérieure ;

Que les installations présentes dans la tour de manutention, notamment les installations électriques et armoires électriques ont été aspergées par les eaux d'extinction de cet incendie ;

Que les dégâts occasionnés par le sinistre du 14 mai 2005 ont affecté et sont susceptibles d'avoir affecté la conservation des grains, la stabilité des ouvrages et la fonctionnalité des équipements électriques et de sécurité, ce qui ne permet plus d'assurer que l'utilisation du silo dénommé "tour béton" se poursuive dans des conditions de sécurité acceptables ;

Que l'environnement du silo est particulièrement sensible du fait de la présence d'une voie ferrée à trafic voyageurs (AMIENS-ROUEN) le long du silo sinistré et de nombreuses habitations et d'un supermarché à proximité du silo sinistré ;

Qu'il y a donc lieu de suspendre d'urgence l'exploitation de ce silo "tour béton" ;

Qu'il est toutefois nécessaire de vidanger la cellule n°27 dans les meilleurs délais compte tenu du risque élevé d'auto-échauffement des grains contenus dans cette cellule, du fait des eaux d'extinction qui ont été déversées dessus ;

Qu'il est ensuite nécessaire de vidanger la cellule n°28 compte tenu du risque d'auto-échauffement des grains contenus dans cette cellule, du fait des eaux d'extinction qui ont également, en partie, été déversées dessus ;

Qu'il est enfin nécessaire de vidanger la cellule n°29 qui, bien que non affectée par l'incendie, ne dispose plus de surveillance thermométrique du fait de la destruction des câbles lors de l'incendie et pourrait donc être le siège d'un auto-échauffement non détecté ;

Qu'il sera ensuite nécessaire, préalablement à la remise en service de ce silo, de vérifier que la stabilité des installations n'est pas compromise, de mettre en œuvre les mesures propres à éviter le renouvellement du même accident, de mettre à jour le plan des zones dans lesquelles sont susceptibles d'apparaître des atmosphères explosives, de mettre en conformité le silo avec l'ensemble des dispositions réglementaires qui lui sont applicables, notamment celles relatives aux installations électriques et au nettoyage des installations ;

Qu'un rapport d'accident doit être produit par l'exploitant en application de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé pour préciser notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire ;

Que l'article 39 du décret du 21 septembre 1977 prévoit que la remise en service d'une installation momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation ou à une nouvelle déclaration ;

Qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article L 512-7 du Code de l'environnement, en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L 511-1, de prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences de l'incendie survenu dans les installations exploitées par S.C.A. AGROPIARDIE sur le site de SALEUX ;

Que, compte tenu du caractère d'urgence de la présente décision, il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L 512-7 du Code de l'environnement, de la prendre sans avis préalable de la Commission départementale environnement, risques sanitaires et technologiques ;

ARRETE

Article 1 : Suspension du silo sinistré

L'exploitation du silo dénommé "tour béton" sinistré par l'incendie du 14 mai 2005 survenue sur le site de la S.C.A. AGROPICARDIE à SALEUX **est suspendue dès notification** du présent arrêté.

A cet effet, la S.C.A. AGROPICARDIE à SALEUX :

- cessera **dès notification** du présent arrêté tout ensilage dans ce silo,
- assurera la mise hors tension de l'ensemble des installations électriques du silo "tour béton" dès notification du présent arrêté à l'exception des équipements électriques nécessaires à l'application de l'article 2 du présent arrêté pour toute la durée du chantier,
- se conformera aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté pour procéder à la vidange de l'ensemble du silo "tour béton" qui doit être achevée au plus tard **trois semaines** à compter de la notification du présent arrêté,
- procèdera au nettoyage de l'ensemble du silo "tour béton" **dans un délai de 2 mois** à compter de la levée des scellés apposés dans le cadre de l'enquête judiciaire.

La remise en service de ce silo est subordonnée à :

- La remise par la S.C.A. AGROPICARDIE du rapport d'accident prévu à l'article 3 du présent arrêté.
- La remise en état des éventuelles parties du silo susceptibles d'avoir été affaiblies par l'incendie et dont la stabilité serait compromise ou incertaine et la transmission d'un rapport de contrôle par un organisme qualifié attestant l'absence de risque lié à une éventuelle instabilité des structures du silo, de sa charpente, sa toiture, la passerelle métallique présente dans sa galerie supérieure ou tout autre partie susceptible d'avoir été affaiblie.
- La mise en œuvre effective des mesures propres à éviter le renouvellement d'un tel accident qui auront été définies dans le rapport d'accident prévu à l'article 3 du présent arrêté.
- La mise à jour du plan des zones dans lesquelles sont susceptibles d'apparaître des atmosphères explosives pour le silo "tour béton".

- La remise en état et la mise à niveau de l'ensemble des installations électriques du silo "tour béton" et la présentation d'un rapport de contrôle des installations électriques par un organisme qualifié attestant de cette mise en conformité.
- Le nettoyage complet du silo "tour béton", y compris les parties difficilement accessibles (toiture, charpente, etc...).
- La mise en place de moyens de nettoyage de capacité suffisante, présents en permanence sur le site, adaptés à la difficulté des surfaces à nettoyer, et présentant toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
- La mise en conformité du silo "tour béton" avec l'ensemble des dispositions réglementaires qui lui sont applicables, notamment celles de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1992 susvisé et de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé.
- La transmission à M. le Préfet par la S.C.A. AGROPICARDIE de l'ensemble des justificatifs attestant le respect de ces conditions au plus tard huit jours avant la remise en service des installations

Article 2 : Mise en sécurité et vidange du silo sinistré

Sans préjuger des prescriptions applicables au titre du code du travail, la S.C.A. AGROPICARDIE est tenue, suite à l'incendie intervenu le 14 mai 2005 sur le site qu'elle exploite à SALEUX, de prendre toutes les dispositions nécessaires afin qu'il ne se manifeste aucun danger ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

A cet effet, afin d'éviter tout risque d'auto-échauffement des grains, la S.C.A. AGROPICARDIE assurera la vidange de l'ensemble du silo "tour béton" selon le protocole suivant :

- Élaboration et affichage de consignes de sécurité et d'alerte spécifiques à cette opération exceptionnelle de vidange avec désignation d'un conducteur de chantier qualifié et responsable
- Pompage et élimination dans une installation dûment autorisée à cet effet des eaux d'extinction de l'incendie contenues dans les capacités étanches, notamment la fosse d'élévateur
- Nettoyage des installations et parties du silo nécessaires à la vidange du silo
- Contrôle et remise en état de l'ensemble des installations électriques, dispositifs de sécurité, organes de manutention et installations nécessaires à la vidange et à la sécurité du silo
- Déconnexion électrique et isolement physique de tous les équipements et installations non strictement nécessaires à la vidange et à la sécurité du silo
- Contrôle des installations électriques nécessaires à la vidange par un organisme agréé, attestant de la conformité de l'installation en regard à la réglementation relative à la protection des travailleurs et aux installations classées pour la protection de l'environnement
- Essai à vide des équipements de vidange
- Vidange de la cellule n°27
- Vidange de la cellule n°28
- Vidange de la cellule n°29
- Contrôle de la température des grains à chaque chargement de camion lors de la vidange des trois cellules et signalement immédiat de toute anomalie à l'inspection des installations classées
- Élimination des céréales non commercialisables dans des installations dûment autorisées, les justificatifs correspondants étant transmis à l'inspection des installations classées
- En fin de vidange, nettoyage des installations et parties du silo utilisées pour cette opération

L'apparition ou la détection de toute anomalie, circonstance ou évolution susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement sera signalée sans délai au Préfet avec les éléments d'appréciation.

Article 3 : Rapport d'accident

La S.C.A. AGROPICARDIE remettra à M. le préfet de la Somme et à l'inspection des installations classées le rapport d'accident prévu à l'article 38 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 au plus tard **3 semaines** à compter de la notification du présent arrêté.

Ce rapport précisera notamment :

- 1) Les circonstances et causes de l'accident ainsi que la description du déroulement de l'accident et des interventions au cours de l'accident
- 2) L'analyse des défaillances matérielles et organisationnelles intervenues
- 3) Les effets sur les personnes et l'environnement
- 4) Les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire
- 5) Un descriptif détaillé des moyens, méthodes et procédures renforcés qui seront mis en œuvre en vue d'assurer et de garantir en permanence la sécurité des installations, de leur utilisation et le maintien de leur conformité réglementaire.

Article 4

Les analyses et études nécessaires au respect des dispositions de cet arrêté sont à la charge de la S.C.A. AGROPICARDIE.

Article 5


En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues aux articles L514-1 du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 6 : délai et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514.6 du code de l'environnement.

Article 7

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Saleux, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées et le directeur départemental de la sécurité publique de la somme sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA AGROPICARDIE.

Pour le Préfet, par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet
Secrétaire général par intérim,
 **VICHERAT**
Mathias VICHERAT